



Communiqué de l'AFPS

Israël-OCDE - La colonisation récompensée avec le soutien de la France

Israël en passe d'entrer dans le club fermé des Etats les plus riches ? En dépit de l'occupation illégale, de la colonisation illégale de la Cisjordanie, du siège illégal imposé à la population palestinienne de la bande de Gaza, l'intégration d'Israël à l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE, 60% de la richesse mondiale) est aujourd'hui à l'ordre du jour. Tel-Aviv assiège, affame, confisque les terres, détourne les ressources d'eau palestiniennes, détruit les maisons palestiniennes au profit des colonies construit un réseau de murs illégal qui enclave les villes, villages et camps palestiniens et coupe la population sous occupation de ses champs, des routes, des écoles, des universités, des lieux de travail, entrave toute circulation des personnes et des marchandises en Palestine occupée, empêche toute économie palestinienne de se constituer... et en serait récompensé ? Le rapport de la mission du juge Goldstone sur les crimes de guerre et possibles crimes contre l'Humanité commis dans la bande de Gaza pendant l'offensive israélienne de l'hiver dernier vient d'être adopté par le Conseil des droits de l'Homme de l'Onu (malgré le refus de participation au vote de la France) et par l'assemblée générale des Nations unies (malgré l'abstention de Paris) et, au lieu de prendre les mesures qui en découlent et de mettre un terme à l'impunité, les puissances décideraient de sacrer le viol du droit international ?

En mai 2007, Israël avait entamé des démarches pour devenir membre de l'OCDE, soutenu alors par le Chili, l'Estonie, la Russie et la Slovaquie. Le 22 octobre 2009, c'est la France qui a tourné le dos à ses obligations morales et à sa tradition diplomatique, la secrétaire d'Etat chargée du Commerce extérieur, Anne-Marie Idrac, allant jusqu'à affirmer à Jérusalem, alors même que la colonisation de la ville s'intensifie au détriment de tout processus de paix et de toute perspective d'Etat palestinien indépendant, que Paris soutiendrait la candidature d'Israël à l'OCDE.

Comment, d'un strict point de vue économique, accepter la présence dans cette enceinte d'un Etat dont le PIB est pour partie le résultat d'une occupation illégale et du vol des terres et de l'eau d'un autre pays et de l'exploitation forcée d'une main d'oeuvre colonisée ?

Tel-Aviv en sait l'enjeu : *« Il est important pour nous de rejoindre l'OCDE, l'organisation économique la plus prestigieuse au monde, d'un point de vue économique, mais aussi pour notre statut international »*, commente ainsi le ministre israélien des Finances, Youval Steinitz. C'est bien pour cette raison que cette perspective est non seulement totalement immorale mais aussi le pire des messages à adresser à la fois aux dirigeants israéliens, comme un gage pour poursuivre impunément le pillage des ressources palestiniennes, et au peuple palestinien, lui signifiant que l'occupation de ses terres permet à l'occupant de recevoir un prix. Et donc qu'il n'y aurait aucune raison d'y mettre un terme.

Autant de cynisme, c'est trop. Pour redonner une chance à la paix, il est au contraire urgentissime de mettre un terme à l'impunité israélienne. Et de faire du droit international, et non du pillage, la vraie perspective.

Paris, le 22 janvier 2010.